



Semestre européen 2020

Présentation du Rapport-pays sur la France

Javier Yaniz Igal, Chef d'unité, Direction Générale affaires économiques et financières

27-02-2020, Paris

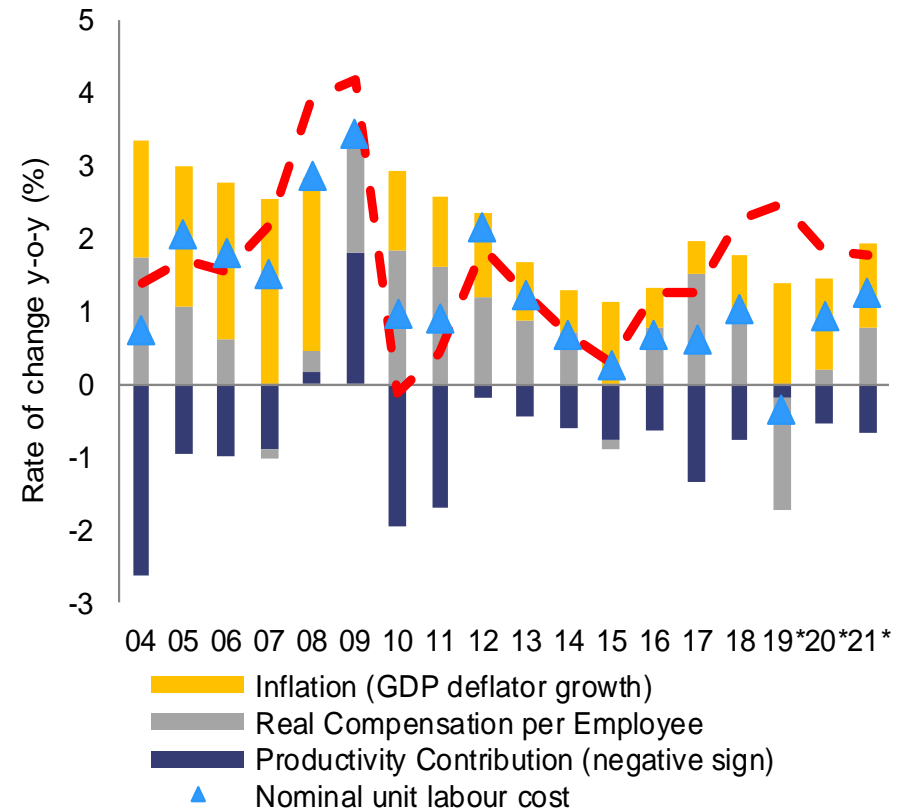
Messages principaux

- Nous saluons l'effort de réforme des autorités françaises dans les domaines de l'environnement des entreprises, l'éducation et la formation professionnelle. L'amélioration de la situation sur le marché du travail signale la pertinence des réformes.
- L'effort de réforme doit être poursuivi pour continuer à améliorer les performances de l'économie française dans un contexte de transition vers une économie neutre en carbone.
- La dette des administrations publiques est élevée et en augmentation. Combinée à un niveau élevé de dette privée, elle pèse sur les perspectives de croissance à long terme de l'économie française.
- Des mesures sont nécessaires pour assurer la viabilité des finances publiques notamment par des revues de dépenses publiques efficaces.
- La compétitivité de la France continue d'afficher des résultats contrastés.

La compétitivité de l'économie française s'est stabilisée

1. Les parts de marché se sont stabilisées ces dernières années, sans retrouver leur niveau des années 2000.
2. Les coûts salariaux unitaires ont augmenté de façon modérée.
3. Les coûts salariaux restent toutefois élevés dans le secteur des services en France par rapport au reste de l'UE.
4. Les exportations de biens français sont dans l'ensemble de qualité moyenne-supérieure.

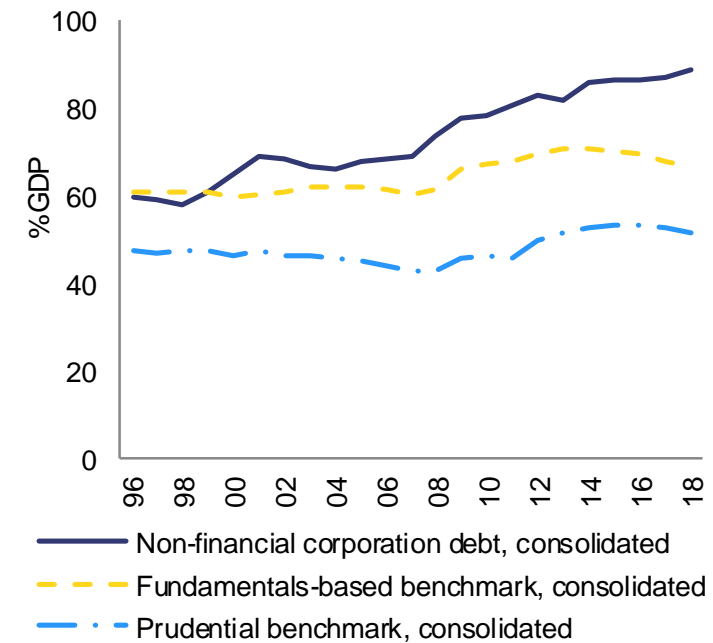
Décomposition du taux de variation des coûts salariaux unitaires



La hausse de la dette privée est à surveiller

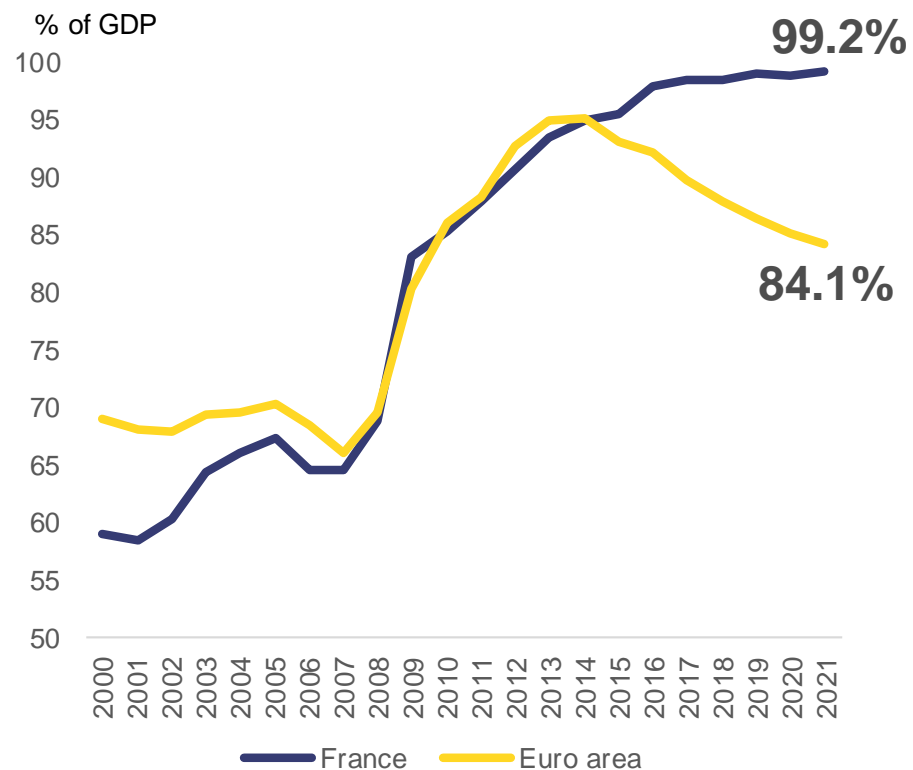
1. Les ménages et les sociétés non financières contribuent au niveau élevé et croissant de la dette privée.
2. La France est l'un des seuls pays européens qui ne se soit pas désendetté en 2018.
3. Le Haut Conseil de Stabilité Financière a introduit de nouveaux instruments macroprudentiels.
4. L'efficacité de ces mesures doit faire l'objet d'un suivi attentif.

Evolution de la dette des sociétés non financières en France (1996-2018)

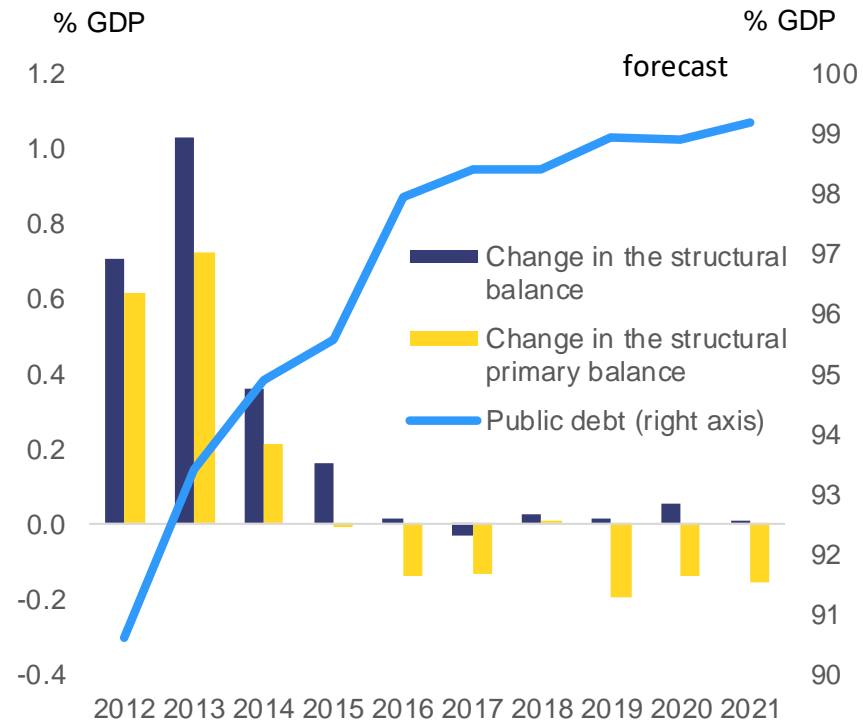


La dette publique continue de croître

Dette publique en France et dans la zone euro (2000-2021)



Effort fiscal et dette publique (2012-2021)

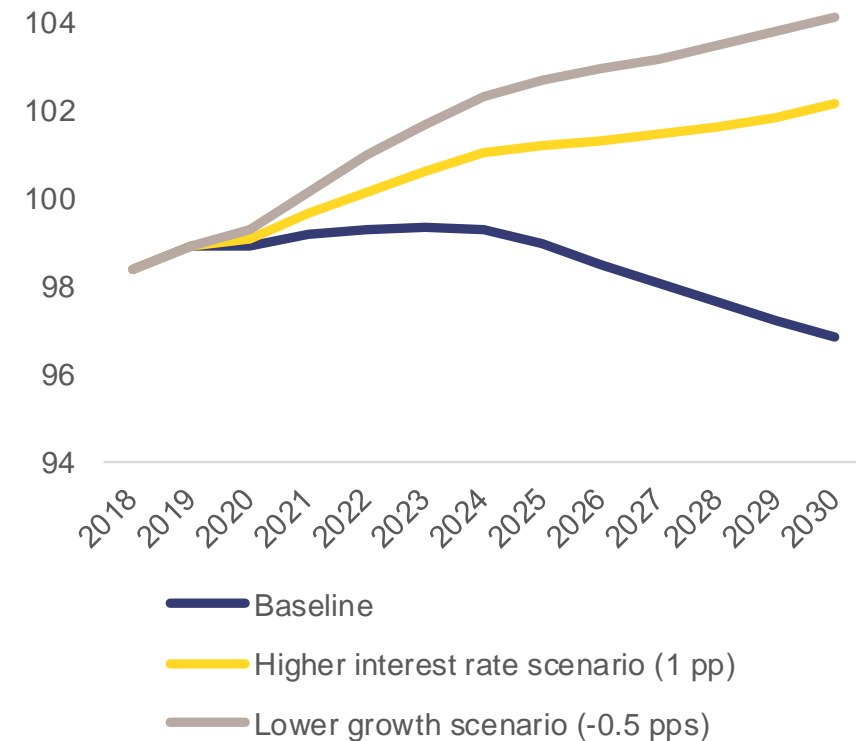


Source: Commission Européenne, Rapport Pays 2020

La dette publique française est-elle soutenable?

1. Risque faible à court terme... mais risque lié au niveau élevé de la dette publique (S0)
2. Risque élevé à moyen terme (année 2030). (S1)
3. Risque moyen à long terme grâce à une démographie relativement favorable.(S2)
4. A long-terme, réduction de la dette projetée grâce à des taux d'intérêt bas.

Projections de l'évolution de la dette publique en France
% GDP



Deux chantiers de réforme à poursuivre

Action Publique 2022

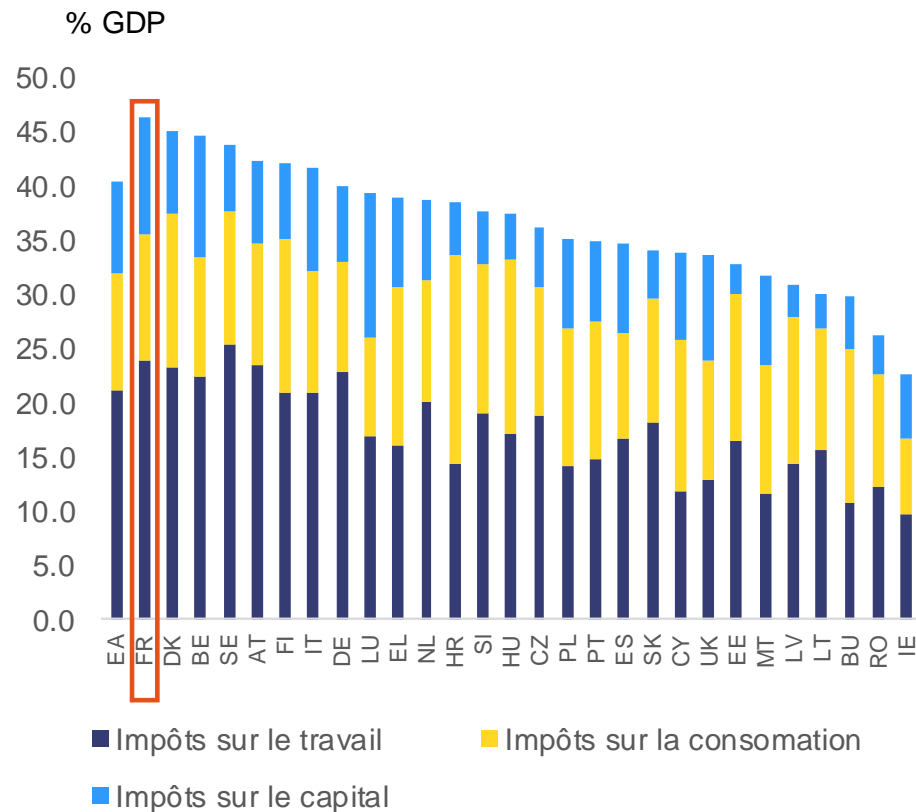
- Vaste programme de transformation de l'administration publique lancé en octobre 2017.
- Des gains d'efficacité et de qualité des services publics à attendre (ex. déploiement de solutions IT, gestion des ressources humaines)
- Un manque de lisibilité sur la contribution du programme à l'objectif de réduction des dépenses (3 points de PIB d'ici 2022).

Réforme des retraites

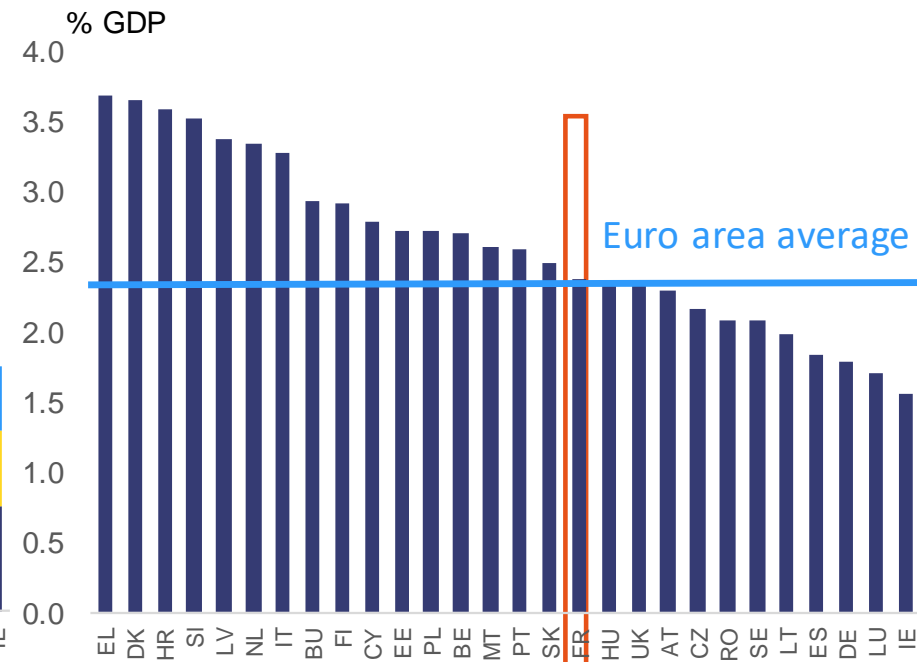
- Adoption est prévue en 2020, pour une mise en œuvre dès janvier 2022
- Le projet de loi vise à l'unification progressive des nombreux régimes actuels ainsi qu'à l'amélioration de l'équité du système, en ligne avec les recommandations du Conseil de Juillet 2019.
- Des éléments clés du futur système sont encore à définir et l'évaluation ne pourra se faire qu'une fois que tous ces éléments seront connus.

La France a la pression fiscale la plus élevée de l'UE. Sa fiscalité environnementale est dans la moyenne de la zone Euro.

Ratio global recettes fiscales/PIB (2018)



Fiscalité environnementale (2018)



La transition vers une économie neutre en carbone implique des investissements importants

- La transition écologique nécessitera des investissements importants dans un cadre budgétaire contraint. La Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) prévoient des investissements entre €50 mds à €70 mds par an (2019-2028).
- Le secteur résidentiel est, après le secteur des transports, le plus gros émetteur de gaz à effet de serre. Des mesures d'accompagnement pourraient faciliter la transition des ménages vers une économie neutre en carbone.

Total greenhouse gas emissions per capita, tons of CO2 equivalent

	Total	Energy Industries	Manufacturing & construction	Transport	Residential / Tertiary	Agriculture	Other sources
IT	7.05	1.73	0.84	1.64	1.37	0.51	0.96
FR	7.26	0.77	0.85	2.10	1.35	1.18	1.02
ES	7.29	1.74	0.93	1.90	0.86	0.85	1.01
DE	10.97	3.79	1.64	2.03	1.67	0.80	1.03

Source: National inventory submissions 2019 to the United Nations Framework Convention on Climate Change